



# LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 12, Septembre

# MEDIAS NATIONAUX

Confédération du  
Tourisme de Madagascar





MADAGASCAR  
27 Août 2020

## TRANSPORT AERIEN TSARADIA REDEMARRE AVEC 28 VOLS HEBDOMADAIRES

Comme prévu, la reprise se fera de façon progressive chez Tsaradia. La compagnie aérienne opérant sur les vols domestiques annonce, pour redémarrer, 28 vols hebdomadaires sur l'ensemble des lignes proposées à partir du 1er Septembre. Elle en a fait l'annonce jeudi auprès des représentants de la Confédération du tourisme de Madagascar qui ont rencontré son directeur général.

Pour les premières semaine de sa reprise, Tsaradia desservira principalement Toliara, Morondava, Sambava, Nosy be, Toamasina, Sainte Marie, Tolagnaro, Mahajanga, Maroantsetra et Antsiranana. Les représentants de la CTM, composés de l'Association des agences de voyage de Madagascar et l'association des Tour opérateurs professionnels de Madagascar, ont manifesté leur volonté d'appuyer le ministère pour relancer le tourisme national et les vols domestiques.



## CONFEDERATION DU TOURISME DE MADAGASCAR

### Tourisme et Covid-19

#### 100% d'arrêt des activités et un an de perte de revenus

100% d'annulations des réservations ; 100% de perte de devises ; perte de 44.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects ; un an de pertes de revenus et 748 millions d'euros de recettes perdues pour les opérateurs touristiques... Ces chiffres de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) parlent d'eux mêmes et donnent un aperçu du gouffre dans lequel se retrouve le secteur du tourisme, une des principales victimes de la pandémie de Covid-19 et le plus sinistré. Néanmoins, les opérateurs de secteur déclarent prêts à amorcer la relance, cette année même.

LE CABIER  
PERSPECTIVES  
LES N-NOUVELLES

PAGE 18

## Tourisme et Covid-19

### 100 % d'arrêt des activités et un an de perte de revenus

**100 % d'annulations des réservations ; 100 % de perte de devises ; perte de 44.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects ; un an de pertes de revenus et 748 millions d'euros de recettes perdues pour les opérateurs touristiques... Ces chiffres de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) parlent d'eux-mêmes et donnent un aperçu du gouffre dans lequel se retrouve le secteur du tourisme, une des principales victimes de la pandémie de Covid-19 et le plus sinistré. Néanmoins, les opérateurs du secteur déclarent prêts à amorcer la relance, cette année même.**

En somme, 37.800 emplois perdus dans l'hôtellerie et la restauration et plus de 2.500 guides touristiques n'ont plus de travail depuis le début de la crise sanitaire 98% des employés du secteur sont au chômage technique. A ces emplois directs sacrifiés s'ajoutent les quelque 300.000 emplois indirects. Le plus navrant est que sans cette crise, 5.000 emplois auraient pu être créés avec les nouvelles entreprises touristiques cette année.

En effet, les trois derniers trimestres 2020 représentent 83% du volume d'affaires dans le tourisme (haute saison de mi-juillet à mi-novembre). La baisse sur la totalité de l'année est évaluée à 80% du fait d'une prolongation des mesures de confinement et des fermetures des frontières.

**Prêts à amorcer la relance**

Malgré cette situation désastreuse et une relance qui ne sera pas du tout facile pour tous les secteurs d'activité économique, les différents acteurs se montrent déjà prêts. « Pour 2021, nous cherchons à limiter les dégâts, mais oui, on peut parler de relance d'autant plus que nous voulons miser sur une meilleure saison pour 2022 », a indiqué Sandra Afick, directeur exécutif de la CTM.

Depuis le mois de juin, Madagascar a commencé à élaborer des protocoles sanitaires par métiers afin que les opérateurs touristiques soient prêts à accueillir les clients internationaux. Diverses recommandations ont aidé à enrichir le contenu des protocoles afin de s'aligner aux réalités sur terrain. Par ailleurs, une charte sera signée par les opérateurs qui acceptent d'appliquer les protocoles, de suivre les formations et d'afficher les gestes barrières spécifiques du tourisme au sein de leurs établissements.

« L'application de ce protocole engendra des coûts aux opérateurs touristiques concernés, mais en contrepartie, cela peut être considéré comme un outil marketing et un gage de confiance pour les touristes », ajoute-t-elle.

Nosy-be qui devrait rouvrir ses portes aux touristes prochainement, est un pôle touristique relativement facile à gérer compte tenu de sa superficie et de sa localisation. Pour la confédération, cette reprise prévue en octobre peut être considérée comme un « projet pilote », qui sera dupliqué dans les autres destinations, si tout se passe bien. Quelques pays émetteurs ont déjà annoncé être prêts à envoyer des touristes à Madagascar.

Arh.

## Virokil

### L'allié pour combattre le coronavirus

L'apparition de la pandémie de Covid-19 a rappelé au monde entier que les virus et les bactéries peuvent être contractés partout et n'importe quand. Face à cela, Agrivet apporte une solution pour aider les ménages et professionnels à vivre dans un environnement sain et loin des maladies : Virokil.

Virokil est un désinfectant ultrapuisant à diluer, conçu pour tuer instantanément les virus et les bactéries sur toutes les surfaces internes (sols, poignées de porte, sanitaires, mobiliers, vitres, toilettes, douches...) et externes (en pédiluve, cours, abribus...).

La solution peut être utilisée aussi bien en milieu familial que professionnel

(mairie, fokontany, bureau, dépôt, école, transports...) et mais également dans les établissements sanitaires (hôpitaux, CSB 2, centres médicaux...).

Facile à utiliser, Virokil est préconisé pour désinfecter toutes les surfaces même en-dehors des périodes de pandémie. Bref, un geste simple et efficace pour se protéger des maladies.

Pour s'en procurer, rendez-vous auprès de tous les revendeurs Agrivet, les shops Liantsoa, les magasins Jumbo et Score.



Sandra Afick, directeur exécutif de la CTM



# MEDIAS NATIONAUX

Secteur tourisme



## RUEE VERS TOAMASINA LES OPERATEURS TOURISTIQUES S'ACTIVENT

L'**ouverture** des frontières terrestres régionales vers l'Atsinanana devient un couteau à double tranchant. Les opérateurs locaux craignent une paralysie financière. Tardives. Les préparations se font à la va vite dans la capitale économique pour accueillir les vacanciers. Selon les estimations, ils viendront en nombre à partir de cette fin de semaine, après l'**annonce** récente des autorités de l'**ouverture** des frontières régionales.

« Les coopératives de transport en commun reliant la capitale à Toamasina, croulent sous les demandes de réservation. Cependant, avec cette hausse subite de l'**affluence** touristique locale, nous essayons tant bien que mal de se relever le plus rapidement après ces nombreux mois d'**ankylose**. Certes, l'**annonce** de la reprise des activités touristiques s'**apparente** à une providence. Mais la plupart des opérateurs étaient à terre depuis quelques mois et se retrouvent avec peu de moyens pour rebondir en si peu de temps » déplore AhKan Judicael président du groupement interprofessionnel en hôtellerie et restauration de la région Atsinanana (GIHR). Une façon pour ce responsable de suggérer un renforcement des mesures d'**accompagnement** de la part des autorités compétentes. D'**après** lui, une dizaine de propriétaires hôteliers se sont résignés à vendre, ne supportant plus les charges liées aux impacts de la pandémie ainsi que du délabrement des infrastructures routières.

« Effectivement, le Covid-19 est la principale cause du déclin de notre secteur. Cependant, pour la région Atsinanana, les artères de bitume représentent aussi un facteur important pour le développement du secteur hôtelier comme l'**axe** Rn5 malgré les réhabilitations partielles déjà réalisées. À l'**image** de Foulpointe qui en ce moment est presque déserte. Et où un bon nombre d'**établissements d'accueil** ont hissé le drapeau blanc » rajoute le président du GIHR.

### Package

Malgré ce contexte morose de reprise des activités, ces opérateurs **n'en** démordent pas. Des actions à très court terme sont prévues pour la semaine prochaine. Des propositions, de nouveaux modes de consommation, sont envisagés pour essayer de faire profiter tous les acteurs de la région de cette manne touristique, à tous les niveaux de la chaîne de valeur. « On **s'active** déjà du mieux **qu'on** peut et selon les moyens que nous avons en main. On envisage de proposer des packages de voyages complets incluant le transport, l'**hébergement**, la restauration, le guidage etc... pour les vacanciers en provenance d'**Antananarivo**. Un package qui fera participer tous les acteurs de la chaîne touristique de manière homogène. Les campagnes de promotion des circuits locaux seront renforcées à l'**instar** du canal des Pangalanes ou encore des sorties pédestres dans le parc d'Ivoloïna » détaille Ah Kan Judicael. Les opérateurs de l'**Est** prennent ainsi exemple sur les professionnels du voyage de Nosy Be. À l'**annonce** présidentielle sur la reprise des vols internationaux, ils ont proposé des voyages organisés, à moindre coût, au départ de la capitale malgré l'**interdiction** de sortie des véhicules de transport en commun vers les autres régions hormis l'Atsinanana.

## VOLS REGIONAUX LES TESTS COVID A LA CHARGE DES PASSAGERS

<https://lexpress.mg/31/08/2020/vols-regionaux-les-tests-covid-a-la-charge-des-passagers/>

Coûteux. Avec la reprise des vols régionaux, la compagnie Tsaradia annonce les couleurs. En plus du billet, les passagers devront dépenser des frais pour les mesures de sécurité santé. « La direction de la compagnie rappelle l'importance de respecter scrupuleusement les dispositions exceptionnelles mises en place dans chaque étape du voyage, telles que le port de masque, le respect de la distanciation sociale, l'utilisation du gel hydroalcoolique, la prise de la température et le passage dans un tunnel désinfectant au départ et à l'arrivée d'Antananarivo » expliquent les responsables de la compagnie dans une communication officielle en date du week-end dernier.

En effet, selon les directives des autorités, tout passager au départ et à l'arrivée à Antananarivo doit effectuer obligatoirement un test PCR au plus tôt 72 heures avant le vol. « Le test sera à la charge de ce dernier. Un autre test PCR sera également un impératif pour tout passager en provenance des provinces vers Antananarivo-Ivato. Un auto-confinement est exigé en attendant le résultat qui est mis à la disposition du passager par les entités compétentes dans un délai de 24 heures » rajoute la compagnie aérienne.





MADAGASCAR  
29 Août 2020

## TRANSPORT AERIEN

### 280 AUTORISATIONS DE VOLS DELIVREES PAR L'AVIATION CIVILE DE MADAGASCAR (ACM) EN JUILLET

La suspension des liaisons aériennes internationales ou domestiques n'a pas totalement fermé le ciel malgache. Près de 300 vols, aussi bien nationaux qu'internationaux, ont été opérés sur la Grande île en Juillet. Il y en a eu à peu près le même nombre en Juin, s'ils étaient de 229 en Mai.

Selon les chiffres publiés par le ministère des Transports, du tourisme et de la météorologie dans sa newsletter publiée en Août, l'Aviation civile de Madagascar (ACM) a délivré 280 autorisations de vol en Juillet, dont 74%, soit environ 207, concernent des vols à l'international, le reste étant des vols domestiques. Sur les 207 vols internationaux autorisés à entrer ou à sortir de Madagascar, 45% sont des vols de rapatriement, 2% des vols cargos et 53% des vols spéciaux comme des évacuations sanitaires ou des vols techniques. Les 73 autres vols autorisés sont des vols domestiques, constitués pour 49% de vols divers (évacuation sanitaire ou technique), pour 30% de vols de rapatriement et pour 21% de vols cargos.



La situation était inversée en Juin où sur les 290 vols autorisés, 23% ont été autorisés à l'international et 77% à l'intérieur même du pays. Les vols autorisés en Juin, ont permis le rapatriement de plus de 2000 passagers à l'international, dont près de 900 sur des vols opérés par la compagnie Air France. Les quelque 177 Malgaches revenues du Koweït le 8 Juin font partie de ces plus de 2000 passagers rapatriés. En Mai, les passagers rapatriés étaient moins nombreux. Ils n'étaient pas plus de 500 à avoir pu rejoindre leur pays. Il s'agit essentiellement de Français et d'Européens, de Philippins et de Turcs.

## ANKARAFANTSIKA

### LANCEMENT DE LA STRATEGIE CONTRE LES FEUX

<https://lexpress.mg/01/09/2020/ankarafantsika-lancement-de-la-strategie-contre-les-feux/>

Le lancement de la stratégie de lutte contre les feux dans le Parc d'Ankarafantsika, a eu lieu vendredi. Elle a été élaborée par Madagascar National Parks (MNP).

Les moyens de lutte contre les feux ont été présentés par le Directeur général du Madagascar national Parks durant une cérémonie qui s'est déroulée, vendredi, dans le parc national d'Ankarafantsika. Le but est d'éradiquer les feux de brousse et incendies fréquents sur place. Il s'agit de recourir aux méthodes traditionnelles pour mobiliser les communautés locales. Un projet de vaste reboisement et agroforesterie ainsi que la plantation de pâturages pour les bêtes font partie de cette stratégie. Le projet consiste à un pare-feu vert qui protégera les jeunes plants. En présence de tous les acteurs concernés, un pacte ou « dina » a été conclu afin de renforcer la protection de la forêt. Tout le monde s'était engagé à signer le « Dina ». Les leaders traditionnels ont été valorisés car ils sont respectés au sein de la société. Cependant, cette collaboration se fera dans le respect des lois en vigueur. « Les méthodes traditionnelles et les moyens modernes sont combinés pour la protection contre les feux », a expliqué le Directeur Général de Madagascar national Parks.



Les agents du Parc et les Forces de Défense et de sécurité seront désormais côte à côte pour sécuriser le Parc d'Ankarafantsika. La ministre de l'Environnement et du développement durable, Raharinirina Baomiatovse Vahinala, le Gouverneur de la région Boeny, Andriantomanga Mokhtar, ainsi que la députée élue à Mahajanga, Rahantanirina Lalao, le Roi du Boeny et les représentants des communautés environnantes d'Ankarafantsika, les représentants de la population immigrante, les Maires des Communes environnantes, l'Université de Mahajanga, le Chef de District ont assisté à la cérémonie. « Douze pour cent (12%) des touristes sont attirés par les forêts à Madagascar. Cette méthode sera reproduite dans les autres régions », a déclaré la Ministre. « Les auteurs de crimes envers la forêt seront punis par la Loi », a précisé le Gouverneur de la Région Boeny. Mis à part les animaux, les arbres et le miel, la forêt d'Ankarafantsika abrite aussi des lieux de cultes traditionnels (doany).

# MEDIAS NATIONAUX

Climat des affaires



## Politique CRISE ECONOMIQUE LE SECTEUR PRIVE RECLAME UNE AMNISTIE FISCALE 2020

[http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/29/crise-economique-le-secteur-prive-reclame-une-amnistie-fiscale-2020/?fbclid=IwAR3s9NAmFcgOAI1IH\\_1uOq37M9SZFkicBRfECxx1glaRoNEFdH4rMhRYWJQ](http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/29/crise-economique-le-secteur-prive-reclame-une-amnistie-fiscale-2020/?fbclid=IwAR3s9NAmFcgOAI1IH_1uOq37M9SZFkicBRfECxx1glaRoNEFdH4rMhRYWJQ)

La situation actuelle est invivable pour les entreprises. Pour une possibilité de relance, il faut repartir sur de bonnes bases, selon les groupements **d'opérateurs** économiques, lors de leur rencontre avec l'**Administration** fiscale, hier.

Madagascar a déjà expérimenté l'**amnistie** fiscale en 2002, suite à une crise nationale. **Aujourd'hui, c'est** à une crise mondiale que les opérateurs économiques font face. « Ce **qu'on** a vu en 2002 était comme une toute petite crise, si on la compare à cette crise de 2020. **Aujourd'hui, nous n'avons** aucune visibilité pour les années à venir. Beaucoup **d'entreprises** ont déjà fermé leurs portes, mais ce **n'est** pas fini. Nous savons que les impacts économiques de la crise de 2009 se sont fait sentir durant au moins, 5 années. Beaucoup **d'entreprises** vont encore couler, si les dirigeants ne prennent pas des mesures exceptionnelles », a soutenu Harijaona Arija, administrateur auprès du groupement FIVMPAMA (Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy). **D'après** ses explications, les entreprises sont **aujourd'hui** contraintes de prioriser les dépenses. Pour maintenir les emplois, de nombreux entrepreneurs choisissent de payer les salaires, en dépit des autres charges obligatoires. Les arriérés fiscaux **s'accumulent**, menaçant quotidiennement la survie des entreprises.

### Requête commune

**D'autres** groupements étaient présents à la rencontre, si **l'on** ne cite que le GEM, le SIM, la CTM, etc. Chacun de ces groupements réclame des mesures exceptionnelles, pour cette situation exceptionnelle de 2020. Selon le porte-parole du FIVMPAMA, l'**amnistie** fiscale doit être appliquée à toutes les entreprises, sans exception. « Nous savons très bien que seulement moins de 10% des entreprises à Madagascar sont formelles, ce qui **n'est** pas juste. Si Madagascar veut atteindre l'**émergence** économique, il faut multiplier les entreprises formelles. Les dirigeants doivent appliquer un départ à zéro en 2021, pour que le secteur formel puisse se renouveler, mais également pour encourager les autres à formaliser leurs activités. Il faut un nouveau souffle, car les entreprises **d'aujourd'hui** sont obligées de **s'endetter** pour survivre. Ceux qui ne peuvent pas survivre doivent pouvoir sortir dignement du circuit, en réglant tous les salaires impayés, par exemple... », a expliqué Harijaona Arija du FIVMPAMA. Bref, cette revendication du secteur privé fera encore **l'objet** de longues négociations. **D'autres** rencontres entre les parties concernées sont déjà programmées pour les semaines à venir.

## Politique

### CRISE D'EMPLOI

# L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE COMME ALTERNATIFS

<https://lexpress.mg/31/08/2020/crise-demploi-lagriculture-et-lelevage-comme-alternatifs/>

Un projet pilote portant sur **l'agriculture** et **l'élevage** sera lancé dans la périphérie **d'Antsirabe**. Une option pour renverser la courbe du chômage, à entendre le président de la République.

Six mois. **C'est** le deadline que **l'Etat** se donne pour concrétiser le projet **qu'il** compte installer dans la périphérie **d'Antsirabe**. Selon les explications de Andry Rajoelina, président de la République, samedi, il **s'agira d'un** site pilote dans le cadre du projet « titre vert ». Au final, **l'initiative** devra contribuer à atténuer le problème de **l'emploi**. Les cibles sont les personnes qui veulent travailler, ou celles qui souhaitent changer de vie. Ils auront le choix entre **l'agriculture** et **l'élevage**, ou combiner les deux. Pour cela, **l'Etat** mettra à leur disposition un terrain **d'une** dizaine **d'hectare** et une habitation. A **s'en** tenir aux explications du Président, les infrastructures devant optimiser la production, comme le système **d'irrigation**, feront, également, partie du package.

Les bénéficiaires du projet suivront, aussi, des séances de formation. **L'Etat** compte même appuyer ces futurs agriculteurs et éleveurs pour démarcher des débouchés. La construction **d'une** usine de transformation de produits agricoles a même été glissée par le Président. Andry Rajoelina **l'a** souligné, toutefois. Il ne **s'agit** pas ici **d'un** don. Ceux qui prétendent jouir du « titre vert », devront le mériter. Ils devront démontrer **qu'ils** sont réellement prêts à travailler. **Qu'ils** ont un projet agricole soutenable et viable. Une obligation de résultat **s'impose** donc, aux futurs bénéficiaires du projet pilote annoncé à Antsirabe, samedi. A entendre le discours présidentiel, un quota de production est attendu **d'eux**. Pour cela, ils disposeront **d'une** période de probation de cinq ans. Si **l'effort** fourni est jugé satisfaisants, ils auront une rallonge de cinq de plus.

### Long terme

En somme, les bénéficiaires du projet auront le graal après avoir démontré un effort soutenu durant une dizaine **d'années**. Comme le veut le projet « titre vert », ceux qui auront fait leur preuve verront donc, les 10 hectares **qu'ils** ont exploités titrés et bornés en leur nom. Pour la maison, **l'achat** se fera par un système de location-vente, à entendre les explications du Chef de **l'Etat**. « La somme à payer sera évaluée sur la base des revenus mensuels de chaque ménage », indique-t-il. Le projet pilote qui sera installé dans la périphérie **d'Antsirabe** a été annoncé et expliqué par le Président, durant la cérémonie de coup **d'envoi** de la distribution des « Vatsy Tsinjo », dans la capitale de la région Vakinankaratra, samedi. « La distribution **d'aide d'aujourd'hui**, ne suffira pas pour apporter une solution au problème actuel. Nous réfléchissons, aussi, sur des solutions à long terme », déclare Andry Rajoelina. Le locataire **d'lavoloha** **l'affirme**, le projet « titre vert », fait partie des solutions lancées par **l'Etat** pour résoudre, « à long terme », le problème de **l'emploi**. Il **s'agit d'une** idée **qu'il** a déjà mise sur table durant sa campagne électorale. Un challenge qui mise sur le potentiel agricole de Madagascar pour booster **l'emploi** et **l'entrepreneuriat**, mais aussi, pour concrétiser **l'objectif d'autosuffisance** alimentaire du pays. Ses discours de campagne parlaient, également, de **s'imposer** sur le marché international des produits agricoles. La concrétisation du projet « titre vert », a déjà été évoquée, **l'année** dernière. **C'était** justement, durant une visite présidentielle à Antsirabe. Il a, semble-t-il été mis en standby depuis. La crise de **l'emploi** causée par la pandémie de la Covid-19 offre, cependant, une opportunité pour le remettre à jour et le rendre effectif. La situation économique et sociale **l'impose**. Charge au ministère de **l'Agriculture**, de **l'élevage** et de la pêche, en binôme avec le gouvernorat du Vakinankaratra de concrétiser le challenge annoncé, samedi. Comme **l'a** déclaré le président de la République, dans six mois, il devra être question **d'inauguration** du site.



## Economie

### CRISE DE LA COVID-19

#### LA CREATION D'ENTREPRISES EN BAISSSE DE 28%

La crise du coronavirus a fait régresser la création **d'entreprises** à Madagascar, **d'après** les statistiques de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Sur les cinq premiers mois de **l'année** 2020, 438 nouvelles entreprises ont été créées sur le territoire national, contre 607 en 2019 sur la même période. Soit une baisse de 28%. Durant les deux premiers mois de **l'année** 2020, contre 86 en 2019 sur la même période? Ce chiffre a encore augmenté en février avec 133 entreprises nouvellement créées contre 116 **l'année** précédente. La crise sanitaire **s'est** fait ressentir à partir du mois de mars avec 97 nouvelles entreprises. Et en avril, le chiffre a chuté à 15. une légère reprise a toutefois été constatée au mois de mai avec 84 entreprises créées.

A noter que les enquêtes menées par **l'EDBM** auprès de 216 entreprises sur les impacts du coronavirus reflètent la grande difficulté des opérateurs à remonter la pente **jusqu'à** présent. Plus de la moitié ressent un impact très négatif sur les activités, 36% **d'entres** elles ayant aussi indiquée devoir procéder à une fermeture temporaire, dont la grande majorité très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME),

#### Le tourisme frappé de plein fouet

Le secteur tourisme reste de loin le plus durement frappé par la crise. Les opérateurs dans ce secteur sont confrontés à des pertes de revenus ; ils doivent également rembourser les avances et recouvrer les sommes versées aux prestataires de services tels que les compagnies aériennes et les hôtels? Après les cinq mois de crise à Madagascar, les 44.0000 emplois directs et 300.000 emplois indirects dans ce secteur sont toujours menacés. Et les très petites entreprises, notamment les guides accompagnateurs, les fournisseurs de produits frais aux hôtels, figurent parmi les catégories fortement touchées.

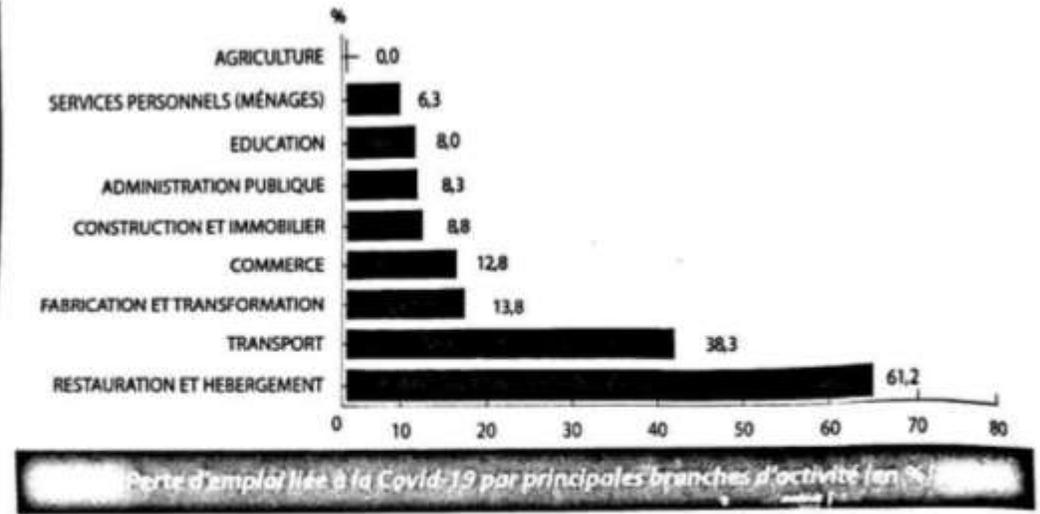
Sur les cinq secteur secteurs étudiés par **l'EDBM** (industrie, tourisme, infrastructure et énergie, Tic et agribusiness), e Tic et **l'agribusiness s'en** sortiraient mieux même **s'ils** ne sont pas épargnés par la crise. 85% des entreprises dans la Tic enquêtées sont restées ouvertes durant le confinement et 79% dans le secteur agribusiness.

Après la crise du Coid-19, **l'évolution** incertaine de la demande, la perturbation des chaînes **d'approvisionnement** et la tendance à un repli sur soi dans plusieurs pays sont **d'autres** défis à relever pour les entreprises malgaches.

Néanmoins, **l'EDBM** a identifié des opportunités à saisir dans ce nouveau contexte, entre autres la production et la transformation locale des produits agricoles, le développement de la filière huile essentielle, la redynamisation du tourisme local, le développement de **l'e-commerce** et la digitalisation du travail.

## Economie PERTE D'EMPLOIS DES SECTEURS PLUS DUREMENT TOUCHES QUE D'AUTRES

La crise sanitaire qui dure depuis maintenant plusieurs mois a également généré une crise de l'emploi. Le ministère des Finances, la Banque mondiale et l'Instat ont mené une étude intitulée « Impact du covid-19 sur les conditions de vie des ménages ». Ci-après les conclusions de l'étude.



Outre le changement dans le quotidien de la population, les mesures prises par l'Etat afin d'enrayer la propagation du coronavirus ne sont pas sans conséquence sur l'économie. Dans l'immédiat, la conjoncture économique du pays est mise à rude épreuve. Les impacts de cette crise sanitaire sur la sphère économique se ressentent inéluctablement sur l'emploi et le revenu des ménages. Qu'il s'agisse de zones rurales ou urbaines, confinées ou non, les impacts du coronavirus sur l'emploi touchent l'ensemble du territoire national en cette période.

Le ralentissement des activités productives, suite logique des mesures inhérentes à l'état d'urgence sanitaire décrété sur l'étendue du territoire national, débouche sur une contraction de la production et donc de l'emploi. Cette stratégie semble être défavorable aux activités productives jugées non essentielles en ces temps de crise sanitaire.

Au total, 10,1% des ménages accusent une perte d'emploi depuis la période de confinement. Cela représente une perte totale 7,7% sur l'ensemble des emplois. Quatre branches d'activités économiques sont principalement touchées par ce fléau. Il s'agit des emplois dans la Restauration et de l'Hébergement (61%), le Transport (38%) dans la Transformation et la Fabrication (13,8%) et puis dans le Commerce (12,8%). Notons que les emplois de l'Administration publique ou même titre des ceux de l'Education n'échappent pas non plus aux impacts de la pandémie. En outre, le tourisme au même titre que les services personnels aux ménages, deux branches à cheval entre ces activités économiques, sont tous les deux frappés de plein fouet par cette pandémie. Au-delà des pertes d'emplois causées par le COVID-19, certaines professions ont résisté tant bien que mal aux conséquences de la pandémie. En premier lieu, il s'agit des emplois de la branche Agriculture (l'agriculture, l'élevage et la pêche).

**Les milieux urbains confinés en proie à une perte d'emploi**  
L'instauration de l'état d'urgence sanitaire et ses corollaires ont ralenti les activités de productions sur

l'ensemble du territoire national. Toutefois, les effets sont différents selon les milieux. Ainsi, la perte d'emploi est plus importante dans les zones urbaines confinées contrairement aux zones rurales. Ce constat confirme le fait que l'Agriculture soit relativement épargnée par les effets de la pandémie du COVID-19 sur l'Emploi.

Le couvre-feu et l'arrêt des activités des entreprises ou de l'Administration comme causes principales de l'arrêt des activités productives. Sur l'ensemble des emplois en arrêt à cause de la pandémie, le couvre-feu en vigueur sur l'ensemble du territoire national constitue la première raison de la privation d'emploi. Les activités nocturnes tiennent pour ainsi dire une place importante sur le tissu économique à Madagascar. Il s'agit des emplois frappés par les restrictions comme le transport des marchandises durant la nuit, les services aux ménages comme le gardiennage, les emplois liés à l'hôtellerie et la restauration, les activités nocturnes des boulangeries, etc. Bien entendu, l'arrêt des activités entrepreneuriales et de la machine administrative font que l'activité économique soit au ralenti. La restriction des déplacements entre les régions a freiné la mobilité des travailleurs et induit inévitablement un effet néfaste sur l'emploi.

**Un sentiment d'incertitude sur le possible retour à l'emploi**  
Parmi les travailleurs se trouvant dans l'impossibilité d'exercer leur emploi, une incertitude entoure leur prévision quant à la possibilité de retourner à leur ancienne activité. En effet, la majorité d'entre eux ne sait pas s'ils pourront revenir à leur emploi. Cela s'apparente à une crainte de suppression d'emploi. Néanmoins, 29,7% de ces travailleurs pensent qu'ils peuvent revenir à leur occupation une fois que les mesures de restriction seront levées.

**Comme mode de travail, le télétravail est peu pratiqué**  
Perçu comme un mode de travail en vogue surtout depuis le début de la pandémie mondiale du COVID-19, le télétravail reste marginal auprès des travailleurs du pays. Il ne concerne que 3% des travailleurs. Cela s'explique en partie par la structure même de l'économie malagasy. Par contre, pour plus de 8 emplois sur 10, les travailleurs continuent à exercer leurs professions dans les lieux habituels où ils avaient l'habitude d'exercer.

Source : Instat



Economie  
**LES PME**  
SOUFFRONT BEAUCOUP PLUS  
DE LA CRISE

INTERVIEW

# Les PME souffrent beaucoup plus de la crise

La crise sanitaire a lourdement impacté le secteur privé et le monde de l'emploi. Pour le Fivondronan'ny mpandraharaha malagasy (Fivmpama), regroupant plus de 4.000 PME membres, plus de 60 % des entreprises ont procédé à un chômage partiel. Razafarison Andrianavalomanana, président du Fivmpama nous expose la situation au sein du groupement.



financiers.

Dans tous les pays frappés par la pandémie à l'échelle internationale, les gouvernements injectent carrément des capitaux de fonds propres pour sauver les entreprises. Ce qui n'est pas le cas à Madagascar compte tenu du manque de moyens de l'Etat, comme il l'a déjà annoncé.

Néanmoins, les lignes de crédits à taux concessionnel sont déjà une chose. Mais ces prêts sont souvent des crédits gérés par des banques - dont les conditions d'accroissement sont celles des banques et ne peuvent ainsi toucher toutes les catégories d'entreprises. Nous souhaitons des sauvetages financiers pour des entreprises presque à l'agonie, la suspension des obligations fiscales ainsi que les aides aux employés.

Parmi les mesures que nous accueillons à bras ouvert c'est effectivement l'ouverture du transport aérien local ainsi que du transport des voyageurs. Figurant d'ores et déjà parmi nos requêtes, tout en respectant bien sûr des mesures sanitaires très strictes. Cela exige peut-être un changement de comportement individuel et social mais, il faut savoir s'adapter avec la Covid-19 pour assurer une reprise.

2020 reste une année de survie. En 2021 la reprise sera encore limitée.

**Les Nouvelles :** Quel bilan pouvez-vous dresser de la crise sanitaire ?

**Razafarison Andrianavalomanana :** Comme je parle au nom du Fivmpama, le groupement composé essentiellement de PME dans tous les secteurs d'activités et de l'économie à Madagascar, je peux tout de suite dire que les PME ont essuyé un coup très dur durant ces cinq mois. Nous avons vécu les cinq mois les plus difficiles de notre existence compte tenu de plusieurs choses. D'abord l'arrêt complet des activités, au début c'était un arrêt que je qualifierais de momentané, mais après cinq mois, je peux dire que les PME ont du mal à se relever.

Le ralentissement de la consommation sur le marché mondial, l'insuffisance du pouvoir d'achat des consommateurs ont eu raison des entreprises.

60 % des entreprises ont mis leur personnel au chômage partiel et 20 % ont procédé à des licenciements économiques. La crise se répercute de plein fouet sur les activités des PME dans la mesure où ces dernières vivent avec le rythme journalier du marché. En termes d'emplois, 76 % des emplois formels viennent des PME.

**A votre avis, quelles mesures doivent être prises ?**

Avec le déconfinement partiel, nous pouvons constater une reprise des activités comme c'est le cas des entreprises opérant dans l'agroalimentaire, ou dans le secteur pharmaceutique et parapharmaceutique. Mais certains secteurs n'ont pas cette chance pour cause d'insuffisance de fonds de roulement. Nous avons demandé à maintes reprises au gouvernement des appuis

**Quelles perspectives pour le second semestre 2020 et pour 2021 ?**

Personnellement, je pense que l'année 2020 reste une année de survie. En 2021, la reprise sera encore timide.

C'est le moment où jamais de donner un coup de fouet à la production locale, pour tous les produits de consommation à Madagascar. Actuellement, nous n'avons plus les moyens de faire tourner nos entreprises, encore moins les moyens d'investir. Ce qui implique un changement de structures économiques important. Il y va de la survie de chaque entreprise. Il faut la nécessité des dialogues public-privés sur des thèmes de développement très précis.

Propos recueillis par Arb.

## Société

BILAN APRES DECONFINEMENT

### L'EVOLUTION DE L'EPIDEMIE A CONSTATER DANS DEUX SEMAINES

<https://lexpress.mg/01/09/2020/bilan-apres-deconfinement-levolution-de-lepidemie-a-constater-dans-deux-semaines/>

Plus **d'une** semaine sont passées, depuis le déconfinement de la région **d'Analamanga**. Les chiffres officiels ne montrent pas une importante évolution de la situation de **l'épidémie** de coronavirus à Antananarivo. Les nouveaux cas dans la région **d'Analamanga**, rapportés par le Centre de commandement opérationnel (CCO), par jour, ne dépassent plus les cent, en trois semaines, contre plusieurs centaines durant le pic de **l'épidémie**, fin juillet- début août. Et depuis le début du déconfinement, la situation **n'a** pas vraiment évolué. Vingt-neuf nouveaux cas, à la date du 24 août, soixante-quatre le 29 août, vingt-six, dimanche et quinze, hier. « Une semaine ne suffit pas pour évaluer la propagation ou non du coronavirus. Il nous faut attendre deux semaines, après le déconfinement, pour voir si les chiffres vont repartir à la hausse, ou **s'ils** vont se stabiliser. La période **d'incubation** du virus dure de sept à quatorze jours », souligne le directeur **d'un** centre de prise en charge des patients atteints par la Covid-19. Le directeur général des Maladies transmissibles au sein du ministère de la Santé publique, le Dr Fidiniaina Randriatsarafara, affirme que pour le moment, le bilan de **l'après** déconfinement **n'est** pas encore disponible. La recrudescence ou la baisse du nombre des personnes contaminées dépendrait des comportements de chaque individu, selon plusieurs médecins.

## Société

### CARNET FOKONTANY

## LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIGITALISATION EN COURS

<https://lexpress.mg/01/09/2020/carnet-fokontany-la-mise-en-oeuvre-de-la-digitalisation-en-cours/>

La région Analamanga et les autres entités impliquées sont actuellement à pied **d'œuvre** dans la confection du nouveau carnet fokontany, version réactualisée. Cette version revue et corrigée, munie **d'un** code QR et **d'un** hologramme, devrait améliorer le contrôle des futures distributions **d'aides** sociales ou encore les actions entreprises au niveau local. La digitalisation de ce document se base essentiellement sur le dernier recensement effectué par les différents ministères récemment. « Nous sommes actuellement dans la phase de la vérification de la liste. En effet, les réclamations qui ont été reçues seront encore traitées », indique Hery Rasoamaramaka, gouverneur de la région Analamanga, joint au téléphone, hier. Environ, quatre-cent milles ménages vont recevoir la nouvelle version de ce document dans la région Analamanga. Dans le processus de vérification, les réclamations traitées vont encore influencer sur le nombre de documents à délivrer. « Les renseignements reçus lors du dernier recensement seront actualisés. », enchaîne-t-il.